



Assemblée générale

Distr. générale
25 septembre 2020

Français et anglais seulement

Conseil des droits de l'homme

Quarante cinquième session

14 septembre–2 octobre 2020

Points 6 et 9 de l'ordre du jour

Examen périodique universel

**Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance
qui y est associée : suivi et application de la Déclaration et du
Programme d'action de Durban**

Exposé écrit* présenté par Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, organisation non gouvernementale inscrite sur la liste

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[13 août 2020]

* Publié tel quel, dans la/les langue(s) de soumission seulement.



Turquie : la politique raciste de tolérance zéro à l'égard des Kurdes

Introduction

Alors que le rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dans son rapport sur la mission de 2016 en Turquie (A/HRC/37/50/Add.1), a appelé les autorités turques à renforcer publiquement sa politique de tolérance zéro sur la torture, le gouvernement turc a développé une politique raciste de tolérance zéro envers le peuple kurde.

La pandémie de Covid-19 n'a pas signifié une réduction de la violence, du harcèlement et de la torture en Turquie. En effet, le gouvernement turc a continué à appliquer et à imposer sa politique de tolérance zéro à l'égard des Kurdes, des dissidents, des femmes, des jeunes, des administrateurs publics locaux.

C'est pendant la période de fermeture que les femmes ont été le plus visées : des dizaines d'arrestations et la fermeture d'institutions pour femmes ont été effectuées. Le cas le plus choquant est peut-être celui de Rojbin Çetin, du Mouvement des femmes libres kurdes (Tevgera Jinên Azad, TJA), qui a été torturée par des policiers dans sa maison alors que des agents faisaient une descente dans l'appartement. La police a même utilisé des chiens pour attaquer la femme.

Ces derniers mois, les dénonciations de harcèlement sexuel et les cas de viols ont doublé dans le sud-est de la Turquie (région kurde). Il y a eu une tentative de viol d'une jeune fille de treize ans sur Şırnak et le viol d'une jeune fille de dix-sept ans à Batman. Dans les deux cas, les auteurs étaient des sous-officiers de l'armée turque. Un certain nombre de femmes, dont une femme de soixante-dix ans, ont été arrêtées et l'association de femmes Rosa a fait l'objet d'un raid et a été criminalisée.

Depuis l'arrivée au pouvoir de du Parti pour la Justice et le Développement (AKP), plus de 3 000 femmes kurdes ont été assassinées.

L'augmentation de la violence à l'égard des femmes survient au moment où le gouvernement débat du retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe (Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique). Début juillet, le leader adjoint de l'AKP, Numan Kurtulmuş, a déclaré que la signature de la convention était une erreur. Il a déclaré que la convention remettait en question les images traditionnelles des sexes, encourageait les groupes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres et mettait la famille en danger.

Torture

On observe une augmentation significative du nombre de cas de torture et de mauvais traitements dans les lieux de détention officiels, proportionnellement à l'autoritarisme croissant du pouvoir politique, provoqué par la violation des garanties procédurales, les périodes de détention de longue durée, le dysfonctionnement des mécanismes de contrôle et de prévention ou l'absence pure et simple de mécanismes indépendants de contrôle et de prévention.

La torture et les autres formes de mauvais traitements dans les rues, à l'extérieur lors de l'intervention des forces de l'ordre dans des assemblées et des manifestations pacifiques ou dans des espaces tels que les maisons et les bureaux, en d'autres termes, dans des lieux de détention et d'extra détention non officiels, ont également atteint des niveaux sans précédent.

Les prisons, où des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements sont commis intensivement sous tous leurs aspects, sont devenues les espaces les plus risqués pour la vie humaine avec la propagation de la pandémie de Covid-19.

Selon le rapport de l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD), près de 100 personnes ont été torturées, , au cours des six premiers mois de 2020 dans le sud-est de la Turquie (région kurde). Au moins deux personnes ont été soumises à la torture et aux mauvais traitements pendant leur détention.

61 personnes ont été soumises à des tortures et des mauvais traitements en dehors des lieux de détention (raid dans les maisons de rue). 22 prisonniers ont été soumis à la torture et au harcèlement en prison.

La culture institutionnelle de l'impunité est à la base du développement de l'utilisation de la torture contre le peuple kurde dans le cadre d'une politique raciste.

Recommandations

Compte tenu de ce qui précède, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples appelle :

- le gouvernement turc à mettre fin à la rhétorique et à la politique racistes contre le peuple kurde et à cesser la répression contre le peuple kurde et les personnalités politiques kurdes;
- à mettre en place un véritable mécanisme national de prévention indépendant, conformément aux dispositions du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et des principes de Paris, et à respecter les instruments internationaux qu'elle a ratifié concernant l'interdiction de l'utilisation de la torture;
- d'enquêter immédiatement sur tous les cas présumés de torture commis par des agents des forces de l'ordre (civils et militaires);
- le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants à faire un suivi de sa mission de 2016 et en particulier la mise en œuvre par le gouvernement turc de ses recommandations;
- le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme à engager un dialogue avec le gouvernement turc afin de mettre fin à la politique raciste à l'égard du peuple kurde.